

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE :**

# **Le dialogue social reste essentiel pour assurer la sécurité des travailleurs pendant et après l'épidémie de COVID-19**

#BeyondTheOutbreak (Au-delà de l'épidémie)

**Les services publics locaux sont souvent négligés dans le débat public**, pourtant ils forment un aspect essentiel de notre vie, comme cela a été le cas pendant la pandémie. Les agents publics en première ligne ont rempli leur tâche critique, ce qui a été déterminant pour faciliter la mise en œuvre des mesures sanitaires. La treizième expérience thématique d'apprentissage en direct a mis en lumière le rôle majeur des travailleurs publics, elle a permis d'entendre le point de vue des collectivités locales et l'expérience des travailleurs des services publics.

Les participants ont souligné l'importance critique du **dialogue social** et de la **solidarité à l'heure de la reprise** et ont insisté sur la nécessité de bâtir des alliances entre les collectivités locales et les travailleurs pour sortir de la crise en prenant en considération de manière nouvelle l'attention à leur porter.

La session a été introduite par **Rosa Pavanelli**, secrétaire générale de **l'Internationale des services publics (PSI)**, qui a fait valoir que le travail de PSI, en tant que syndicat, s'était concentré sur la reconnaissance des droits fondamentaux des travailleurs. Elle a exprimé la nécessité de « *construire une alliance entre les travailleurs et les collectivités locales pour mieux préparer nos communautés. Nous devons être plus audacieux et oser demander davantage d'implication des collectivités locales* ».

**André Dizkus**, chef de la section des services urbains de base de la Division des solutions globales d'ONU-Habitat, a expliqué les difficultés que rencontrent de nombreux fonctionnaires qui travaillent à domicile et a demandé qu'ils soient valorisés et reconnus. Il a relayé un message de la directrice exécutive d'ONU-Habitat, **Maimunah Mohd Sharif**, qui a déclaré que « *la compassion et la solidarité sont nécessaires pour faire face à cette crise, tout comme le sont les collectivités territoriales et l'attention qu'elles doivent aux travailleurs du secteur public* ».

**Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU, a soutenu que, pour défendre les services publics, un partenariat entre les organisations de travailleurs et les

collectivités territoriales est nécessaire, afin de mettre en lumière la menace qui pèse sur leur durabilité. Elle a salué le partenariat avec l'Internationale des Services Publics comme la voie à suivre. « *Il est essentiel de garantir la durabilité de la prestation des services publics, et cela inclut l'amélioration des emplois précaires et des services sous-financés. La reconnaissance de certains emplois comme essentiels, y compris ceux qui ont été externalisés, devra faire partie de l'équation si nous voulons créer des systèmes résilients* », a-t-elle déclaré.

**Edgardo Bilsky**, directeur de la recherche de CGLU, a animé la première table ronde, centrée sur la nécessité d'un **dialogue social pour des services publics locaux forts et résilients**, et au cours de laquelle les participants ont mis en avant le dialogue social mené pendant la crise. **Armand Béouindé, maire de Ouagadougou**, a souligné les mesures prises par la ville pour protéger les travailleurs des services publics, telles que l'autorisation donnée à un plus grand nombre d'employés de travailler à domicile et l'augmentation du roulement du personnel à la mairie, ainsi que la réduction des heures de travail.

**Pilar Díaz, maire d'Esplugues de Llobregat** et conseillère adjointe aux relations internationales du conseil provincial de Barcelone, a appelé les autorités locales et les travailleurs à agir ensemble pour trouver la formule qui permettra de remédier à la situation actuelle, et a souligné les efforts de dialogue social à Esplugues comme une voie à suivre.

**Malika Yerlanova, adjointe au maire de Nursultan**, a exposé les mesures prises dans sa ville pour faire face à la crise sociale, notamment en fournissant des produits alimentaires aux personnes dans le besoin, et en octroyant des subventions pour créer de nouveaux emplois et préserver les anciens.

**Juneia Batista**, responsable du Secrétariat national des femmes de la *Central Única dos Trabalhadores* et cadre du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Sao Paulo (SINDSEP-SP), au Brésil, a décrit la situation difficile des travailleurs publics au Brésil, en particulier ceux qui sont en première ligne. Elle a décrit les mesures prises par les organisations de travail public pour garantir que davantage de personnes puissent travailler dans les services publics et réduire la pression financière sur les services en difficulté.

**Mads Samsing**, président du Comité permanent de l'Union européenne des services publics pour les collectivités locales et régionales et vice-président de HK Kommunal, a fait valoir que les mesures visant à contenir le virus, aussi nécessaires soient-elles, ont engendré une crise économique ; les services publics, les négociations collectives et la protection sociale ont été et

continueront d'être essentiels pour **contenir la crise sanitaire et affronter la reconstruction.**

**Nicoletta Grieco**, chef du Bureau international de la Confédération générale italienne du travail CGIL, *Funzione Pubblica*, a souligné l'expérience du dialogue social en Italie pendant la pandémie pour garantir la sécurité de tous les travailleurs, en particulier ceux du secteur des déchets et d'autres en première ligne.

La deuxième table ronde, sur « **la continuité des services publics locaux et la sécurité des travailleurs à l'heure du COVID-19** », a été introduite par **Daria Cibrario**, responsable des collectivités territoriales de PSI. Elle a été ouverte par **Jon Richards**, responsable des collectivités territoriales de UNISON, le syndicat britannique des services publics, qui a souligné que la **souplesse des collectivités locales** avait permis une communication fluide entre les travailleurs et les institutions, et a appelé à garantir leur financement pour agir efficacement au moment de la reprise.

**Mi-Jeong Park**, spécialiste principal de la **ville de Goyang**, en République de Corée, a souligné la manière dont le gouvernement local s'est efforcé de réduire la propagation du virus, et a mené des dialogues d'urgence avec les hôpitaux et recueilli les opinions des travailleurs pour assurer leur sécurité malgré tous les défis.

**Bernard Dreno**, spécialiste de la santé et de la sécurité au travail, de la Confédération française démocratique du travail, a soutenu que la crise a permis d'apprendre en mettant en place des organisations qui pourraient perdurer et de valoriser le rôle des acteurs institutionnels et administratifs.

**Mauricio Zanin**, conseiller de la Confédération des municipalités du Brésil, a souligné la réponse des maires qui ont mobilisé des moyens financiers pour la santé, l'assistance sociale, et même les soins funéraires, dans un pays où la pandémie a été largement ignorée.

**Makrem Amaria**, secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail pour les municipalités, a fait valoir que la garantie de ressources financières pour les collectivités locales, le renforcement des capacités des acteurs municipaux et des élus locaux et la garantie des services publics seraient essentiels pour la phase de reprise.

**Carlos Carrión Crespo**, spécialiste des services publics et des services d'utilité publique de l'OIT, a fait écho à ce point de vue en affirmant que les collectivités

territoriales doivent prendre des mesures pour protéger les populations les plus vulnérables.

La synthèse a été réalisée par **Octavi De la Varga**, secrétaire général de Metropolis, qui a souligné à quel point la reprise de l'après-Covid devait être différente de celle de la crise financière de 2008, qui a démantelé de nombreux services publics. Il a également affirmé qu'il est essentiel de modifier la manière dont les collectivités locales et les sociétés gèrent les ressources humaines, et a appelé les collectivités et toutes les parties prenantes à faire preuve de créativité et à mettre au point des mécanismes de coordination entre travailleurs publics locaux, régionaux et nationaux pour fournir ces services essentiels aux populations.

Les villes ont été appelées à télécharger leur expérience sur la plateforme [www.citiesforglobalhealth.org](http://www.citiesforglobalhealth.org) où plus de 400 exemples d'initiative sont répertoriés.

Les sessions d'apprentissage en direct se poursuivront la semaine prochaine, avec une séance sur **l'accessibilité**.

### **À propos de la série d'expériences d'apprentissage en direct**

La série d'apprentissage en direct organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat a rassemblé plus de 2 000 participants au cours de dix sessions pendant lesquelles des représentants des collectivités territoriales, du système des Nations unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir les populations face à la pandémie, en fournissant des services de base essentiels.

La série a débuté fin mars et des villes du monde entier ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions en réponse à la pandémie. Elles ont également partagé leurs points de vue d'acteurs en première ligne sur la manière dont les villes sont appelées à se transformer dans la période d'après-crise.

### **À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)**

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient-Asie de l'Ouest, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Le réseau comprend plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités locales et régionales présentes dans 140 pays. CGLU place au cœur de ses priorités stratégiques la démocratie locale, le

changement climatique et la protection de l'environnement, la réalisation des objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix.

Visitez le site [www.uclg.org](http://www.uclg.org) et suivez @uclg\_org pour en savoir plus.

### **À propos d'ONU-Habitat :**

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies spécialisée sur les villes et leurs habitants. ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un meilleur avenir urbain. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées et opportunes. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables.

Visitez [www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org) et suivez @unhabitat pour plus d'informations.

### **À propos de l'Internationale des services publics (PSI)**

L'Internationale des services publics (PSI) est la fédération syndicale mondiale qui regroupe plus de 700 syndicats représentant 30 millions de travailleurs dans 154 pays, y inclus les travailleurs des administrations locales et régionales. PSI défend des services publics de qualité pour tous, les droits syndicaux et un meilleur traitement des travailleurs dans le monde entier. Nous faisons entendre la voix des travailleurs des services publics au niveau mondial, grâce à notre travail au sein des Nations unies, de l'OIT et d'autres organisations internationales. Visitez <https://publicservices.international/> et suivez @PSIglobalunion

### **Pour plus d'informations, merci de contacter**

Alejandra Salas

Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone

[communication@uclg.org](mailto:communication@uclg.org)

Susannah Price

Cheffe de la communication, ONU-Habitat

[susannah.price@un.org](mailto:susannah.price@un.org)